

Je me demande si c'est ce que ce budget accorde à mes honorables amis ministériels.

B) En dégrevant les marchandises importées d'Angleterre de moitié des droits réclamés en vertu du tarif général et qu'on réduise graduellement et d'une façon uniforme les autres droits prélevés sur les marchandises britanniques pour en venir au libre-échange complet entre la Grande-Bretagne et le Canada d'ici à cinq ans.

Je me demande, monsieur l'Orateur, si les députés ministériels favorisent encore ce programme.

C) En s'efforçant d'obtenir une réciprocité commerciale absolue pour les produits naturels avec les Etats-Unis dans le sens de l'entente réciprocaire de 1911.

Je me demande s'il existe présentement dans l'Ouest quelqu'un, même s'il en avait l'avantage, qui appuierait cette politique mettant les agriculteurs canadiens à la merci de ces excellents monopoleurs de Chicago et autres centres américains. J'ose dire que si ce programme était mis aux voix, pas un d'entre eux ne l'appuierait. Voici un autre article du programme agraire:

D) En insérant sur la liste de la franchise tous les produits alimentaires.

Voici encore un autre article:

E) Que les instruments agricoles, et l'outillage de ferme et de maison, les véhicules, les engrais, la houille, le bois, le ciment, l'essence, le pétrole d'éclairage et les huiles lubrifiantes soient admis en franchise, ainsi que toutes les matières premières et l'outillage employé pour leur transformation.

Monsieur l'Orateur, si nous admettons en franchise tout ce qui nous vient d'Angleterre ainsi que tout ce que nous accordaient les Etats-Unis en 1911 nous en serions arrivés au libre-échange tout simplement, politique que, je suppose, chacun des ces soi-disant libéraux-progressistes s'était engagé à appuyer. Puisqu'il en est ainsi, le ministre des Finances ne met-il pas leur conviction libre-échangiste à une rude épreuve en leur demandant d'accorder maintenant leur appui à son budget protectionniste? Il sera intéressant d'observer le député de Lisgar (M. Brown), le député de Weyburn (M. Young) et quelques autres honorables députés de la droite qui ont jadis supplié le Ciel de nous donner le libre-échange, il sera intéressant de voir comment ils vont accueillir ce budget. Nous allons les observer avec beaucoup d'intérêt. Puis il y a mon bon ami le ministre des Chemins de fer et des Canaux (M. Crerar) que je ne dois pas oublier. Je dois dire que je tiens son caractère pour très agréable. Je l'ai appuyé une fois, mais j'espère que cela ne m'arrivera plus jamais. J'éprouve le besoin de demander pardon pour le vote que j'ai donné afin de le maintenir au pouvoir. Nous l'avons observé quand il est entré dans le cabinet et nous avons suivi sa carrière de près.

Je désire vous signaler, monsieur l'Orateur, comme je l'ai fait au début de mon discours, l'indifférence absolue dont les membres du Gouvernement font preuve au cours du débat sur le budget. On dirait vraiment qu'ils ne désirent pas le voir accepter; cela me semble simplement un budget de détresse. Nous verrons bien ce que nous réserve la fin du débat. Sur les sièges de la droite, en ce moment, je ne vois que le ministre de l'Agriculture (M. Motherwell), le député de Qu'Appelle (M. Millar) et trois autres députés, tandis que, du côté gauche, nous voyons ici un bon nombre de députés qui s'intéressent encore aux affaires du pays et qui désirent faire quelque chose pour le Canada.

Pour compléter mon plaidoyer, monsieur l'Orateur, je désire citer la lettre que le ministre actuel des Chemins de fer a adressée à sir Robert Borden pour lui annoncer sa démission. Cette lettre a été lue à la Chambre l'autre jour par mon chef, mais je veux la citer de nouveau. Cette lettre est datée du 4 juin 1919:

Dans l'étude qu'il a faite du budget qui sera présenté demain à la Chambre, le Gouvernement a, je le présume, pris des conclusions définitives quant à la forme que ce budget affectera. Comme vous le savez sans doute, ces conclusions ne m'agréent point, et je ne saurais, par suite, les appuyer ni à la Chambre ni dans le pays. Ayant pris cette décision, il ne me reste plus qu'une ligne de conduite à suivre, celle de vous offrir, comme je le fais par les présentes, ma démission de membres du cabinet. Les raisons de ma démission seront plus longuement expliquées à la Chambre quand l'affaire y sera débattue.

Cette lettre, ai-je dit, porte la date du 4 juin 1919. Le lendemain, l'exposé budgétaire fut prononcé. Le ministre de l'Agriculture reconnaissait que ce devait être un budget protectionniste. Cette attitude a une signification que je veux signaler à la Chambre et au pays avant la fin de mon discours. Il est six heures, je crois.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. McGIBBON: Avant la suspension de la séance, j'ai signalé l'inconséquence de la conduite et de la politique des ministres. J'ai dit qu'ils ont désavoué tout ce qu'ils ont prôné dans le passé et qu'ils ont dérobé, du moins en partie, la politique du parti conservateur. J'ai cité des déclarations de certains ministres et de l'Orateur suppléant. J'ai dit que ces derniers ont déjà exprimé des opinions contraires à la politique annoncée dans le budget que nous sommes à discuter. Au moment de la suspension de la séance, j'étais à rappeler les déclarations faites par le ministre actuel des Chemins de fer (M. Crerar).